

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Griner
Allée C
42000 St-Étienne

St-Étienne, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VERRERIE DE ST JUST

29 Allée Saint-Laurent
BP 103 LA VERRERIE
42170 Saint-Just-Saint-Rambert

Références : UID4243_EAR_026_002
Code AIOT : 0006103490

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement VERRERIE DE ST JUST implanté 29 Allée Saint-Laurent BP 103 42170 Saint-Just-Saint-Rambert. L'inspection a été annoncée le 12/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection de 2022, dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection, a donné lieu au suivi de différentes suites chaque année depuis, étant précisé que le thème de l'eau (réseaux ; rejets) a été conjointement travaillé par l'exploitant avec l'appui de la collectivité (LFa) et son BE conseil (réalisation et suivi d'un plan d'actions).

La présente visite d'inspection a pour objet le suivi de l'avancement des demandes précédemment formulées par l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERRERIE DE ST JUST
- 29 Allée Saint-Laurent BP 103 42170 Saint-Just-Saint-Rambert
- Code AIOT : 0006103490
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La verrerie de St Just est une société faisant partie de l'entité SAINT GOBAIN GLASS du groupe SAINT GOBAIN. Le site d'activité concerné a vu le jour en 1826. À l'origine, il s'agissait d'une bouteillerie (fabrication de bouteilles champenoises). Dès 1865, l'exploitant abandonne cette production de bouteilles pour se spécialiser dans le verre de couleur, soufflé à la bouche et notamment l'élaboration de vitraux. En 1949, le premier four de verre étiré est mis en place et en 1983 la verrerie devient une filiale du groupe St Gobain.

Elle emploie une cinquantaine de personnes.

Le site est spécialisé dans la fabrication de "verre étiré" (capacité de fusion de 10 t/j), de "verre soufflé" (capacité de 4 t/j) et de "fritte de coloration" (3,8 t/j).

Les agents affinants utilisés sont le sulfate de sodium, le trioxyde d'arsenic ou le trioxyde d'antimoine. Les agents stabilisants sont de la dolomie, des feldspaths, de la néphéline, du calcaire ou du carbonate de baryum.

La société réalise une coloration du verre dite "en bassin" c'est-à-dire en mélangeant les oxydes à l'état pur avec le mélange vitrifiable directement pendant la fusion.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets en eaux industrielles	Arrêté Ministériel du 10/07/1990, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Étude technico-économique – Eau de refroidissement	AP Complémentaire du 31/05/2010, article 10.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Stockage d'oxyde de Nickel	AP Complémentaire du 31/05/2010, article 2 et Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 1.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Contrôle des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 31/05/2010, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 8.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 4.2.2	Sans objet
6	Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	Sans objet
8	Maintenance des équipements – rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 2.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis 2022, les demandes de l'inspection ont fait l'objet de suites permettant d'améliorer la conduite d'exploitation et ses conformités. Cette reprise en main du volet environnemental du site demande à être poursuivie afin d'avancer significativement sur les principaux points suivants :

- la production d'une ETE (cf. PC n° 3 « Eau de refroidissement ») sous 3 mois, avec positionnement et calendrier de mise en œuvre ; cette ETE implique en cascade le suivi d'autres points de contrôle (cf. PC n°2 « rejets en eaux industrielles et PC4 « oxyde de Nickel ») ;
- la transmission d'un porter à connaissance permettant de mettre à jour les valeurs limites de débit de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- la fiabilisation du suivi de la valeur limite annuelle d'exploitation en périodes d'indisponibilités du filtre de traitement des rejets atmosphérique et l'évaluation des flux rejetés non traités pendant ces périodes ;

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...)- les secteurs collectés et les réseaux associés – les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <i>Rappelant pour mémoire par ailleurs les dispositions suivantes applicables tirées de l'Arrêté ministériel du 02.02.1998 (articles 4, 5 et 49).</i>
Constats : Le dernier rapport UID4243-EAR-025-175 de visite d'inspection du 27.06.2025 conclut à la nécessaire mise à jour du plan des réseaux selon les différentes prescriptions du présent point de contrôle. Au jour de la visite d'inspection, l'exploitant présente un plan des réseaux mis à jour (PLAN N° VSJ 260302) comprenant notamment : la liste et la localisation des différents compteurs ; les réseaux

différenciés d'adduction d'eau publique, d'eau brute de la Loire et d'un ancien réseau ; le schéma et la localisation d'un disconnecteur ; une série de vannes et de pompes ; de RIA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Notamment en suite des modifications prévues (station de lavage ; autres travaux suivis dans le cadre du plan d'actions sur les réseaux et rejets), l'exploitant assurera la mise à jour de ce plan, conformément à son arrêté préfectoral et aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02.02.1998.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets en eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/07/1990, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans la nappe

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de textes plus contraignants applicables à différentes catégories d'installations, le rejet en provenance d'installations classées de substances relevant de l'annexe au présent arrêté est interdit dans les eaux souterraines.

Le rapport UID4243-EAR-025-175 de visite d'inspection du 27.06.2025 a :

- rappelé le délai de 12 mois à compter de l'inspection du 15/11/2024 pour exécuter les travaux nécessaires à la mise en conformité de ces rejets en eaux industrielles ;

- précisé que cette mise en conformité est à gérer notamment en référence à l'arrêté ministériel modifié du 10/07/1990 relatif à « l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées ».

Constats :

Dans le cadre du plan d'actions, travaillé avec l'appui de la collectivité et son BE conseil, relatives aux réseaux et rejets en eau du site, il a été identifié notamment le rejet de deux canalisations dans un puits.

Le tableau de suivi des non-conformités du plan d'actions (version du 05.03.2026) indique notamment que :

- le puits a été vidangé par SARPI en septembre 2025 ;
- l'action envisagée est de « voir la possibilité de faire un bac inox pour étanchéifier le puits ».

L'exploitant précise que le report de la remise du rapport d'étude technico-économique (cf. point de contrôle suivant) a engendré un décalage du choix de la solution technique à engager pour lever cette non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard du décalage de la remise de l'ETE (cf. point de contrôle suivant), il n'est pas proposé de faire application dans l'immédiat des articles L. 171-8 et suivants du code de l'environnement.

Il est cependant attendu la transmission sous 3 mois de la solution technique retenue et d'un

calendrier de mise en conformité ne dépassant pas le 31.12.2026.

En l'absence de transmission, il sera proposé de faire application des sanctions prévues au code de l'environnement (cf. articles L 171-8 et suivants).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Étude technico-économique – Eau de refroidissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2010, article 10.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Suite de devis d'étude technico-économique (ETE) du 12/10/18 (ARCADIS)

Prescription contrôlée :

Une étude technico-économique sera réalisée sous 6 mois démontrant l'impossibilité de procéder à une mise en circuit fermé totale des eaux de refroidissement.

Étant par ailleurs rappelé l'article 21 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale (régime de d'Autorisation de la rubrique 2530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment le refroidissement en circuit ouvert est interdit sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral sur la base d'éléments justificatifs présentés par l'exploitant montrant l'impossibilité ou la grande difficulté d'un refroidissement en circuit fermé.

Constats :

La demande formulée à l'exploitant lors de la dernière inspection indiquait que :

- « *rappelant les points de contrôle des précédentes inspections (2018, 2022 et 2024) en application de la prescription objet du présent point de contrôle, il est attendu de l'exploitant la transmission sous 6 mois de l'ETE.*
- *La transmission du rapport final devra comporter le positionnement de l'exploitant sur les suites à donner et le calendrier prévisionnel de mise en œuvre. »*

L'exploitant a informé dans un premier temps, par courriel du 19.12.2025, avoir à décaler la remise de l'ETE du fait de l'insuffisance des données acquises tributaires des conditions d'exploitation au moment des campagnes d'octobre 2025 (IRH ; « un seul four en fonctionnement sur les 3 » soit le Four 4).

Au jour de l'inspection, afin de compléter ces données, il précise qu'une campagne complémentaire va être réalisée la semaine 11 (du 09 au 13.03.2026).

Il précise qu'aucune version provisoire (draft) du rapport d'ETE ne lui a été transmise. Il ne dispose pas de date prévisionnelle convenue avec le BE conseil pour une remise du rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le report de période de remise du rapport d'ETE n'étant pas lié au fait de l'inaction de l'exploitant

mais à la recherche de la complétude de données permettant de proposer un outil d'aide à la décision représentatif des réalités d'exploitant du site, il n'est pas proposé de faire application dans l'immédiat des articles L. 171-8 et suivants du code de l'environnement.

Du fait de ce contexte, il est attendu de l'exploitant la transmission sous 3 mois de l'ETE. **En l'absence de transmission, il sera proposé de faire application des sanctions prévues au code de l'environnement (cf. articles L 171-8 et suivants).**

L'inspection rappelle que cette transmission du rapport final devra comporter le positionnement de l'exploitant sur les suites à donner ainsi que le calendrier prévisionnel de mise en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Stockage d'oxyde de Nickel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2010, article 2 et Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 1.1.3

Thème(s) : Situation administrative, Rubrique nomenclature

Prescription contrôlée :

Les prescriptions reprises à l'article 1.2.1 de l'arrêté du 5 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes: article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Cf. tableau de classement comprenant la rubrique 1150.5b (régime de l'Autorisation) pour l'emploi et le stockage de monoxyde de Nickel (rubrique 1150 supprimée par Décret n°2014-285 du 3 mars 2014 au 1er juin 2015) ; la nouvelle rubrique créée correspondante (4711 "Composés de nickel sous forme pulvérulente inhalable : monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel") prévoit un classement sous le régime de l'Autorisation pour des quantités susceptibles d'être présentes dans l'installation supérieures ou égales à 200 kg.

Rappelant par ailleurs la prescription de l'article 1.1.3 de l'Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article telle que *«les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation»*.

Le rapport UID4243-EAR-024-434 de visite d'inspection du 15.11.2024 indique en demande:

« Tel que demandé dans le précédent rapport, et selon le calendrier de décroissance du stock présent sur site, il est attendu sous 6 mois un positionnement de conformité du site en vu de son passage au régime de la Déclaration pour la rubrique 4711 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, encadré par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30/10/07 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4711, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732 ou 4733 ».

Le rapport UID4243-EAR-025-175 de visite d'inspection du 27.06.2025 indique en demande :

« En suite de cette analyse*, l'exploitant transmet sous 6 mois un calendrier opérationnel de mise en

conformité à l'AMPG dont l'échéance la plus tardive n'excédera pas fin 2027. ».

* tableau de l'analyse de conformité du site au titre de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) de la rubrique 4711 (régime de Déclaration) ; 15 non conformités sont relevées sur les 87 points étudiés et notamment : trappes de désenfumage, écoulement des eaux ; dispositions constructives (panneaux sandwich).

Constats :

Rappelant d'une part l'antériorité du site au regard de la rubrique 1150 (Autorisation) et, d'autre part, que les quantités restantes ne seront pas reprises par revente au fournisseur, mais utilisées selon un rythme réduit en fonction de la production de frites, la synthèse de l'évolution du stock d'oxyde de Nickel est telle que :

Année / Mmois	Quantité (kg)
2018 / 12	470
2019 / 12	400
2022 / 12	350
2024 / 10	288
2025 / 05	273
2026 / 02	251

Au regard de la faible consommation sur le dernier semestre, l'exploitant confirme son évaluation précédente (régression linéaire) de date prévisionnelle d'atteinte du seuil de 200 kg (Déclaration) soit : fin 2027 ; début 2028.

En suite de l'examen de conformité réalisé au regard de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) de la rubrique 4711 (régime de Déclaration), l'exploitant indique :

- 13 non conformités vs 15 précédemment ;
- un taux de conformité de 83% ;
- la réalisation d'une étude ATEX prévue pour le 17.03.2026 ;
- l'"entretien trappe de désenfumage mise en place novembre 2025" ;
- des suites de mise en conformité à donner en fonction de l'ETE (cf. point de contrôle précédent) et du chiffrage en cours d'un aire de lavage (cf. plan d'actions).

L'inspection relève que le tableau de suivi des mises en conformité demande à être plus précis, explicite et justifié pour un ensemble d'items (cf. "attente de vérification..." dans délai ; mention "voir conformité" sans autre précision ; disposition appréciée comme « non conforme » sans commentaire associé en termes de prévisionnel et/ou de priorité).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La décroissance du stock d'oxyde de Nickel permettant de relever du régime de Déclaration

<p>implique une mise en conformité du site selon l'AMPG de la rubrique 4711. Son suivi par le tableau mis en place est à améliorer pour en faire un outil réel (complétude et traçabilité) de mise en conformité du site.</p> <p>L'exploitant transmet sous 6 mois à l'inspection une version mise à jour et complète.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2010, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence des débits au point de mesure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prescriptions reprises à l'article 3.2.4 de l'arrêté du 5 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes</p> <p>Article 3.2.4 QUANTITES MAXIMALES REJETEES</p> <p>Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes : [...]</p> <p><i>Le rapport UID4243-EAR-025-175 de visite d'inspection du 27/06/2025 indique en demande : « Aux fins d'instruction par l'inspection d'une modification des valeurs mentionnées à l'article 4 de l'arrêté complémentaire de 2010, il est demandé sous 6 mois à l'exploitant de transmettre un porter à connaissance du préfet de demande justifiée de nouvelles valeurs de débit des rejets atmosphériques canalisés. Ce porter à connaissance comprendra notamment : [...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle inopiné (rapport DEKRA N°146353242501R001 du 05/11/2025) ne relève pas de non-conformité en concentration, en flux et en vitesse de rejets des émissaires canalisés. Le courrier du 12.12.2025 de l'inspection transmettant ces résultats a rappelé que « <i>concernant les débits constatés et confirmés, l'inspection reste en attente du porter à connaissance décrit au point de contrôle n°4 du rapport ref. UID4243-EAR-025-175 d'inspection du 27/06/2025</i> ».</p> <p>Depuis, l'exploitant indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ne pas avoir produit de PAC, ni passé commande en ce sens à un BE conseil ; - envisager de passer commande à un BE conseil considérant le niveau de technicité nécessaire au traitement de la demande.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Tel que précédemment demandé par l'inspection, ce porter à connaissance (PAC) comprendra notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - "un synopsis de process sur les rejets canalisés (identification des différents postes captés ; points de prélèvement lors des campagnes de mesures ; modalités et choix de réglage des débits final en sortie et aux différents points captés) ; - les justifications de conformité pour ces nouvelles valeurs de débit au regard des valeurs

limites de rejet prescrites (en concentration et en flux) ».

Ce PAC devra être transmis sous 3 mois, faute de quoi **il sera proposé de faire application des sanctions prévues au code de l'environnement (cf. articles L 171-8 et suivants).**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57

Thème(s) : Risques chroniques, Vitesse de rejet

Prescription contrôlée :

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.

Constats :

Cf. précédent point de contrôle concernant la conformité des rejets en vitesse d'éjection lors du dernier contrôle inopiné.

L'exploitant précise par ailleurs :

- bien qu'envisagé initialement, ne finalement pas avoir mis en place un appareillage de mesure de la vitesse d'éjection (capteur en continu) ; une mesure manuelle (anémomètre) est réalisée en fin de mois ;
- la gestion centralisée (supervision) permet maintenant la remontée automatisée des données de dépression (indicateur de fonctionnement général du système de traitement d'air).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle l'absence de validité métrologique d'une mesure manuelle par anémomètre (mesure non normalisée).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 8.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilités des unités de traitement

Prescription contrôlée :

Les unités de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées. La durée cumulée d'indisponibilité des unités de

traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an. Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.

Le rapport UID4243-EAR-025-175 de visite d'inspection du 27.06.2025 indique en demande :
L'exploitant transmet à l'inspection sous 6 mois :

- un extrait de son outil renseigné de gestion des durées cumulées d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées ;
- une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.

Constats :

En suite de la précédente inspection, les éléments suivants ont été transmis :

- onglet Filtre LUHR.xlsx ;
- PLAN CAPTATION DES ASPIRATIONS STATION TRAITEMENT FUMEEES VSJ.xlsx
- 2 photos de mise en place d'un tableau à renseigner pour le « SUIVI DE FONCTIONNEMENT du FILTRE LUHR ».

Le tableau de suivi du filtre LUHR est renseigné au jour de l'inspection.

Il s'avère cependant que le calcul pour partie automatisé et son bon usage ne sont pas opérationnels pour suivre de manière fiable la valeur limite des 250 heures prescrite.

Le recalcul en visite d'inspection permet de conclure à une conformité, proratisé au nombre de mois depuis lesquels ce suivi a été mis en place.

L'exploitant ne dispose toujours pas d'une évaluation des polluants rejetés. L'inspection a détaillé alors des éléments permettant d'encadrer les valeurs des substances émises en période de dysfonctionnement du filtre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à ce que l'usage du tableau de suivi des heures de dysfonctionnement du filtre soit maîtrisé.

Une version mise à jour est à transmettre à l'inspection sous 3 mois, permettant de prendre en compte une année entière d'exploitation (comparaison à la valeur limite annuelle).

Sous ce même délai, et pour la même période d'exercice, l'exploitant transmet une évaluation des polluants rejetés durant les périodes d'indisponibilité.

En l'absence de transmission de ces éléments dans ce délai, il sera proposé de faire application des sanctions prévues au code de l'environnement (cf. articles L 171-8 et suivants).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Maintenance des équipements – rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Filtres à manches
Prescription contrôlée : RÉSERVES DE PRODUITS L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants... ----- <i>Le rapport UID4243-EAR-024-434 de visite d'inspection du 15.11.2024 indique en demande: « L'exploitant transmet sous 6 mois les éléments détaillés effectivement mis en place permettant de répondre à la prescription. Étant précisé que le constat constituait en « Les démarches n'ont pas été initiées afin de répondre à la prescription. L'exploitant indique alors les pistes envisagées de travail qui s'inscrivent dans le contexte d'une anticipation d'un départ de salarié d'une part, et d'autre part, de l'utilisation de la gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) du groupe dernièrement mise à disposition mais pas encore paramétré pour ce faire».</i>
Constats : La GMAO a été paramétrée pour correspondre aux configurations du site ; elle ne fait cependant pas l'objet d'une utilisation en routine pour la conduite d'exploitation. Son caractère opérationnel est prévu d'ici fin 2026. En l'état, il est cependant présenté un fichier de suivi des pièces disponibles en magasin pour répondre aux besoins de pièces courantes et consommables.
Type de suites proposées : Sans suite